

## GROUPE SOCIALISTE ET APPARENTÉS

### Ce Grand Paris n'est pas le nôtre



PS ET APP | 62 membres  
Guillaume Balas

Le 20 mai dernier, la Commission mixte paritaire, composée de sept députés et sept sénateurs de droite et de gauche, s'est réunie pour trouver un accord sur l'avenir du projet Grand Paris. Alors que le secrétaire d'État à la Région Capitale, Christian Blanc, espérait que ce jour signe l'enterrement du projet Arc Express défendu par les collectivités franciliennes, les parlementaires ont sagement préféré l'organisation d'un débat public pour que les Franciliens puissent choisir entre les deux projets.

On peut se féliciter de cette avancée, qui doit beaucoup au travail des parlementaires de gauche qui ont défendu la nécessité d'un débat ouvert sur ce sujet. Mais le Grand Paris de Nicolas Sarkozy est plus que jamais un déni de démocratie qui ne répond en rien aux attentes des Franciliens. Présenté comme un dessein visionnaire pour l'Île-de-France, il n'est en réalité qu'une simple infrastructure de transport, un projet non concerté dont personne ne sait à cette heure comment il sera financé. Le Grand Paris n'est qu'un train reliant des pôles économiques, bien à l'écart des territoires où des millions de Franciliens se déplacent, vivent et travaillent.

Ce projet est atteint d'une contradiction originelle. Nicolas Sarkozy se plaît à affirmer que : « le nombre d'échelons de collectivités locales est excessif ». Or, le projet de loi, en instaurant la Société du Grand Paris, ne crée-t-il pas un échelon supplémentaire ? De surcroît, les missions confiées à cette structure ne pourraient-elles pas être dévolues à des organismes existants, telle le Syndicat des

**« Le Grand Paris de Nicolas Sarkozy est plus que jamais un déni de démocratie qui ne répond en rien aux attentes des Franciliens. »**

transports d'Île-de-France (Stif), par exemple ? Ce projet constitue une violation de la décentralisation, pourtant inscrite dans la Constitution.

Ce projet met en péril la réalisation de projets urgents. En créant une nouvelle structure et donc un nouvel acteur d'une part, et en ne prévoyant aucun mode de financement d'autre part, le gouvernement ruine la capacité des collectivités à traiter les urgences.

Ce projet participe d'un déni démocratique. Depuis dix ans, l'Île-de-France est une région où s'organisent la coopération et la coordination. Aujourd'hui, « Paris Métropole » est une réalité nouvelle, à même de porter des projets communs avec les collectivités du cœur de l'agglomération.

Or, en août 2009, Christian Blanc, secrétaire d'État à la Région Capitale, rend public un avant-projet de loi sur le Grand Paris, sans qu'à aucun moment de son élaboration les collectivités locales n'y aient été associées.

La vérité du sarkozysme, c'est qu'il rêve d'une Région petite et réglée sur le pas de l'Élysée. Face à cela, la gauche porte un projet alternatif, qui intègre l'ensemble des terri-

toires. Car, n'en déplaise à monsieur Sarkozy, le Grand Bassin parisien ne se réduit pas à quelques pôles privilégiés. Il regroupe six Régions et deux Départements, qui ont choisi le dialogue et la coopération, tandis que le gouvernement s'acharne à diviser les collectivités pour mieux leur imposer un projet conçu pour les affaiblir. Ce qui nous distingue de la droite, ce ne sont pas simplement des principes, c'est à la fois des actes, et une méthode de gouvernement. ●

Groupe socialiste et apparentés.

Contact : said-benmouffok@orange.fr.

Téléphone : 01 53 85 68 95.

Site : www.psidf.com.

## EUROPE ÉCOLOGIE – LES VERTS

### Les paradis fiscaux à l'index



EELV | 50 membres  
Cécile Duflo

Europe Écologie a placé les questions d'éthique et l'exigence de transparence au cœur de ses valeurs.

Lors de la campagne des élections régionales, nous avons porté l'application concrète de cet engagement, par exemple en souhaitant interdire le recours aux paradis fiscaux par des établissements financiers. Europe Écologie s'est engagée à ce que la Région

Île-de-France ne fasse plus appel aux services de banques maintenant des activités dans les États et les territoires qualifiés de « non coopératifs » avec l'administration fiscale française.

Chaque année, entre 600 et 800 milliards d'euros échappent aux pays en développement, soit près de dix fois l'aide au développement. En cause : une économie criminelle (le blanchiment d'argent et le financement d'organisations criminelles), mais aussi la fraude et l'évasion fiscale, notamment par des entreprises multinationales. Les États dits développés subissent également un manque à gagner considérable.

En France, la fraude fiscale coûterait 3 fois le déficit de la Sécurité sociale. In

fine, ce sont autant de ressources dont les États reportent la charge sur les contribuables et les entrepreneurs locaux. Tout ceci ne serait pas possible sans le concours de pays complaisants, permettant à des banques et des grandes entreprises d'agir à l'abri des regards et des contrôles, sans contraintes et quasiment sans impôt.

Aucune reconstruction crédible du système financier international ne peut avoir lieu sans que soit traitée la question de ce qu'on appelle pudiquement les centres financiers non coopératifs, c'est-à-dire les paradis fiscaux. Le conseil régional dispose d'un budget de plus de 4,5 milliards d'euros et emprunte plusieurs centaines de millions d'euros chaque année auprès et par l'intermédiaire de nombreux partenaires financiers, nationaux et internationaux. Les élus écologistes et les Vert(e)s viennent d'obtenir la décision que la Région Île-de-France renonce à travailler, dès janvier 2011, avec des partenaires financiers qui auraient des activités dans les paradis fiscaux et qu'elle exige d'eux une pleine transparence en leur demandant chaque année le détail de leurs activités dans l'ensemble des pays où ils sont présents. ●

Téléphone : 01 53 85 69 45.

**« Dès janvier 2011, la Région Île-de-France renoncera à travailler avec des partenaires financiers ayant des activités dans les paradis fiscaux. »**

## FRONT DE GAUCHE – PARTI COMMUNISTE, GAUCHE UNITAIRE ET ALTERNATIVE CITOYENNE

### Pour le droit à la mobilité pour toutes et tous



FdG | 13 membres  
Gabriel Massou

Nous avons voté contre les fortes hausses tarifaires dans les transports, décidées par le Syndicat des transports d'Île-de-France (Stif). 3,80 euros de plus par mois, 50 euros par an, ce n'est pas acceptable dans un contexte où la crise frappe durement les populations et les territoires. Nous avons proposé, sans être écoutés, d'organiser la concertation et l'action avec tous les acteurs et actrices concernés pour trouver d'autres financements. En effet, d'autres solutions existent : un engagement plus fort des entreprises par le versement transport, un grand emprunt régional... Cela nécessite surtout d'obtenir que l'État prenne ses responsabilités.

Conformément à nos engagements, nous refusons toute hausse tarifaire supérieure à l'inflation. Nous portons le projet de zone unique à 56 euros et l'élargissement de la tarification sociale. L'enjeu est le droit à la mobilité pour toutes et tous. C'est notre détermination. ● Téléphone : 01 53 85 68 50.

**« Cessons de pénaliser les usagers. »**

MOUVEMENT RÉPUBLICAIN ET CITOYEN

## Des assises pour l'avenir



MRC | 7 membres

Pierre Dubreuil

**Le conseil régional, qui a déjà beaucoup fait** pour les universités et la recherche, doit redoubler d'efforts. Plus que jamais, notre région, qui abrite un quart des universités et un tiers des laboratoires de recherche français, doit contribuer à ce que l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation éclairent notre avenir. C'est un enjeu national et ce doit être une priorité régionale, un levier pour la création d'emplois et le rayonnement de l'Île-de-France. Les élus MRC souhaitent que les assises régionales définissent une politique ambitieuse pour la nouvelle mandature. ● [www.mrc-idf.fr](http://www.mrc-idf.fr).

**« Priorité à l'université, à la recherche et à l'innovation. »**

PARTI RADICAL DE GAUCHE ET MOUVEMENT UNITAIRE PROGRESSISTE

## Collectivités à la diète



PRG-MUP | 5 membres

Marie-José Cayzac

**Le président de la République** a confirmé son souhait de réduire le déficit public, en gelant les aides aux collectivités. Alors que la dette totale de toutes les collectivités françaises n'atteint que 10 % de celle de l'État, ce seraient elles, et donc vous, qui devriez supporter l'effort ! La réforme de la fiscalité est une mesure insupportable ; le gel des dotations est le coup de grâce. Elle met les Régions dans l'obligation de réduire leurs investissements. C'est inacceptable ! ●   
Contact : [groupe.prgmup@gmail.com](mailto:groupe.prgmup@gmail.com). Tél. : 01 53 85 69 46.

**« La dette des collectivités n'atteint que 10 % de celle de l'État ! »**

FRONT DE GAUCHE ET ALTERNATIFS

## Les jours heureux



FdG ETA | 5 membres

Pascale Le Néouannic

**Hier privilège des rentiers**, le tourisme ne se serait jamais développé sans les congés payés... et les retraites ! Alors, pourquoi transformer le fait de vivre plus vieux en problème ? L'activité libre des retraités est une richesse pour tous. Il est normal de la financer. Ce n'est pas si difficile quand la richesse produite va doubler.

**« La richesse produite va doubler. Dès lors, pourquoi menacer les retraites ? »**

Aujourd'hui, il y a 6 retraités pour 10 cotisants. En 2050, on en prévoit 9 pour 10. Or, la richesse aura doublé, il y aura donc plus à répartir. Et si les « jours heureux » étaient à portée de main... pour tous ! ●   
Contact : [pascale.le-neouannic@iledefrance.fr](mailto:pascale.le-neouannic@iledefrance.fr).

MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

## Le Grand Paris sur les rails



MP | 57 membres

Valérie Pécresse

**Le Grand Paris est désormais sur les rails.** Avec l'adoption du projet de loi au Parlement, tout est en place pour que ce projet visionnaire avance très rapidement. Dans l'intérêt des Franciliens, la Région doit joindre ses efforts à ceux de l'État pour offrir à tous ses habitants la même qualité de vie de chaque

côté du périphérique. Sous l'impulsion du président de la République, le gouvernement va investir 21 milliards d'euros pour moderniser nos transports. Cet effort exceptionnel de l'État permettra à la Région d'économiser 6 milliards d'euros qu'elle comptait consacrer à son projet Arc Express : à elle de les utiliser pour rénover en urgence nos RER, trop longtemps oubliés !

**« Face à la crise, la Région doit protéger les Franciliens et préparer leur avenir. »**

Le Grand Paris, c'est aussi un nouveau souffle pour notre Région avec la création d'1 million d'emplois et l'essor de 11 territoires stratégiques. À la clé, un nouveau développement, plus harmonieux, qui n'oubliera ni le Nord ni l'Est de la Région et rapprochera les Franciliens de leur lieu de travail. Nous devons très vite en tirer les conséquences en modifiant le schéma de développement régional, pour ne pas faire perdre un instant au Grand Paris.

Si la Région doit investir pour préparer notre avenir, elle doit aussi être exemplaire, face à la crise, en réduisant ses dépenses de fonctionnement pour augmenter les investissements qui préparent la reprise, protègent les emplois et améliorent la qualité de vie. Ces

principes d'une gestion saine et équilibrée, l'État les a retenus ; je souhaite que la Région les suive à son tour.

Avec les élus du groupe MP, je ferai rapidement des propositions concrètes pour améliorer nos dispositifs de soutien à l'emploi et d'aide aux Franciliens frappés par la crise. Nous pourrions faire beaucoup plus, en construisant une vraie politique d'aides aux entreprises en difficulté et en développant la formation professionnelle pour favoriser la progression ou la reconversion des salariés. La Région doit aussi réduire rapidement son

train de vie, qui n'a cessé d'augmenter depuis douze ans. J'ai proposé une baisse de 5 % du budget de fonctionnement du conseil régional : ce sera la première étape de la révision générale des politiques régionales que nous allons engager pour mieux utiliser l'argent des Franciliens.

Nous sommes en effet convaincus qu'une gestion courageuse et vertueuse, c'est une gestion qui trouve les moyens pour investir sans mettre systématiquement à contribution les Franciliens. Ce n'est pas la voie choisie par l'exécutif régional qui n'hésite pas à proposer une hausse de 3,9 % des tarifs des transports en commun dès 2010 ! Face à la crise, la Région doit protéger les Franciliens et préparer leur avenir. Cela commence par une meilleure utilisation de ses 4,5 milliards d'euros de budget : vous pouvez compter sur les élus du groupe MP pour défendre ces propositions ambitieuses et responsables. ●

Téléphone : 01 53 85 68 05.

NOUVEAU CENTRE ET APPARENTÉS

## Transports : la même chose, mais en plus cher



NC ET APP | 10 membres

Laurent Lafon

**Désormais, vous paierez plus cher** vos transports en commun : + 10 centimes pour chaque ticket de métro, + 6,7 % pour le Pass Navigo 1 et 2, + 5,1 % pour les zones 1 à 5... Telles sont les décisions prises par Jean-Paul Huchon, deux mois après avoir été réélu... Envolée, la promesse électorale du PS d'un Pass Navigo à 65 euros pour tous ! Oublié, l'engagement de revoir totalement le découpage en zones, un découpage que le Nouveau Centre considère comme obsolète et socialement injuste. Les élus centristes ne s'opposent pas « par principe » à la hausse des tarifs, mais nous exigeons qu'elle soit justifiée par une amélioration concrète des transports en commun. Or, rien n'est avancé en ce sens : les Franciliens paieront plus cher un service qui se dégrade. ●

**« Nous exigeons que la hausse soit justifiée par une amélioration de qualité des transports. »**

Contact : [nouveaucentre.idf@gmail.com](mailto:nouveaucentre.idf@gmail.com).